



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : [hebdo@sitecommunistes.org](mailto:hebdo@sitecommunistes.org)

Courriel : [communistes@sitecommunistes.org](mailto:communistes@sitecommunistes.org)

<https://x.com/PRCommunistes>

21/05/2026

## ***Congrès de la CGT, entre indifférence et vertes critiques d'UnitéCGT***

### ***Le congrès confédéral de la CGT, un non-événement ? Les causes profondes d'un désintérêt.***

On peut le dire le futur congrès confédéral de la CGT ne fait pas recette. Sur le site de la CGT, on n'en entend pas parler. Sur le fil d'actualité, en remontant 48 « infos » jusqu'au 17 mars dernier, aucune n'évoque ce congrès, alors que 12 d'entre elles parlent de « l'extrême-droite », un sujet manifestement considéré par la direction confédérale de la CGT comme bien plus important.

Et si l'on visite la thématique « 54<sup>ème</sup> congrès », sur ce même site, on tombe sur une communication datant du 31 mars. Le congrès débute, nous en avons peine à le croire, dans moins de deux semaines.

Nous avons longuement décrypté le document d'orientation, les semaines passées, celui-ci semble ne pas intéresser grand monde, ni dans la presse, ni dans la CGT elle-même. A notre connaissance, peu de structures de la CGT ont exprimé des avis sur ce document. Il est tout à fait possible que des contributions nous aient échappé, mais nous n'en avons dénombré seulement trois, dont nous avons eu l'occasion de parler. Il s'agit d'une contribution de la FNIC (Fédération Nationale des Industries Chimiques), d'une du CNTPEP (Comité National des Travailleurs Privés d'Emploi et Précaires) et d'une contribution commune autour du thème de la Sécurité sociale de la FNIC et de la FNPOS (Fédération Nationale des Personnels des Organismes Sociaux). Le collectif *UnitéCGT*, composé de militants syndicalistes de lutte des classes de la CGT, a également publié une contribution, nous l'évoquerons dans cet article.

Mais, tout d'abord, nous souhaitons le dire cette absence de référence au congrès, cette absence de discussions, voire d'intérêt pour le congrès est très inquiétante en ce qu'elle obère l'avenir du syndicalisme de lutte des classes. Comme nous l'avons plusieurs fois montré et écrit, le document d'orientation du 54<sup>ème</sup> congrès se caractérise par une totale incompréhension de la période du système capitaliste dans laquelle nous vivons, et constitue l'aboutissement écrit et assumé de la conversion de la CGT à la collaboration de classe, ayant pris son essor en 1995. On peut penser que deux phénomènes principaux expliquent ce désintérêt.

Le premier, nombre de militants de la CGT pensent à raison qu'il n'y a pas grand-chose à gagner dans un congrès confédéral, que tout est ficelé de A jusqu'à Z et qu'aucune surprise n'aura lieu. Certes, le 53<sup>ème</sup> congrès, en mars 2023, a au contraire, suscité un grand intérêt et a servi de tribune visible aux militants de la CGT de lutte des classes. Mais cet élan est aujourd'hui brisé ; la souris dont la montagne du 53<sup>ème</sup> congrès a accouché n'y est pas pour rien. Après un congrès ayant vu le réveil des militants, à travers notamment le refus de voter le rapport d'activité et des changements notables introduits dans le document d'orientation, retrouver une direction confédérale encore moins attachée à la lutte des classes que la précédente a forcément refroidi les syndicalistes de lutte. La stratégie des salles feutrées où blablater sans rapport de force, des quelques journées d'action concédées pourvu qu'elles soient éloignées les unes des autres, de l'intersyndicale permanente passée du statut de moyen à celui de but en soi, en a dégoûté beaucoup. La défaite de la lutte contre la réforme des retraites de Macron et l'organisation de la casse du mouvement né du refus du budget de Bayrou, le 10 septembre 2025, ont soit facilité la résignation, soit fini de convaincre les syndicalistes de lutte qu'il n'y avait rien à attendre de la direction confédérale actuelle, et donc de son congrès, soigneusement bouclé.

Le second est l'évolution de ce que nous appelons : la « CGT profonde » ; en particulier les cadres intermédiaires. Un nombre désormais non négligeable de ces cadres à tous niveaux de la CGT ne veut plus entendre parler de lutte des classes, et surtout pas de lutte contre les menaces de guerre, encore moins de solidarité avec la Palestine libre. **De plus en plus, le rideau se déchire et la CGT apparaît telle qu'elle est :**

**une machine creuse, tournant à vide seulement pour elle-même, afin de préserver des sinécures de permanents en décharge dans la fonction publique, ou salariés de la CGT, échappant partiellement ou totalement au monde du travail et ne souhaitant surtout pas y retourner.** D'où l'emploi du mot sinécure : il est plus tranquille d'être dirigeant permanent, au moins en partie, d'une Union Départementale CGT plutôt que de se frotter aux conditions de travail délétères de la plupart des salariés ; et cela entraîne une vision du réel partiellement ou complètement déformée, des gestions de carrière de la part de professionnels du syndicalisme et des préoccupations bien loin de celles des salariés. Il ne s'agit plus du tout, concernant ces militants, de changer le monde, de dénoncer le capitalisme et de préparer sa chute, mais de poursuivre un parcours sans trop d'embûches et, pour cela, ne surtout pas critiquer l'orientation confédérale. Ce second point est d'autant plus important que ceux critiquant vertement, à raison, le projet de document et l'orientation de collaboration de classe de la CGT, de manière très argumentée, ne l'évoquent jamais. C'est encore le cas avec la contribution d'*UnitéCGT*. Il s'agit évidemment pour eux de rallier les syndiqués au combat contre le texte et un tel constat de l'état de l'organisation pourrait être contre-productif. Le point de vue du Parti Révolutionnaire Communistes est différent. **Nous pensons ceci. La direction confédérale, est désormais loin d'être la seule contaminée par le cancer de la collaboration de classe, cette maladie gagne des strates de la CGT, le ver est complètement dans le fruit et cette situation doit être éclairée et dénoncée. Les salariés voient de plus en plus l'intégration au système de la CGT, à l'instar des autres syndicats. Mais ils voient aussi, de plus en plus, que la CGT ne leur est pas toujours utile, surtout, par exemple, lorsqu'elle se contente de lutter pour partir avec un pactole au lieu de lutter clairement afin empêcher une fermeture d'usine ou un plan de licenciements.**

### **Au fil de la contribution d'UnitéCGT**

*UnitéCGT* est un collectif de syndicalistes de la CGT farouchement attachés au syndicalisme révolutionnaire, aux tâches de lutte des classes qui sont les siennes. Ils ont publié récemment une contribution au 54<sup>ème</sup> congrès de la CGT, éclairant grandement sur les enjeux en cours.

Le texte de la contribution commence par un regard général sur le document d'orientation. Le ton est donné avec la première phrase : « *Le document confirme une régression idéologique, la stagnation dans le syndicalisme rassemblé et la rupture avec le syndicalisme révolutionnaire.* ». Cette annonce est, par la suite, sérieusement démontrée, comme on peut le voir dans le florilège suivant : « *Un lecteur avisé notera notamment dans ce document la perte de repères tant sur la nature du capitalisme que sur le rôle de l'extrême droite et de la sociale démocratie, ou encore sur la raison d'être de la CGT, ainsi que ses moyens d'actions.* » ; « *Le combat contre l'extrême-droite est ainsi décorrélé - comme le reste - du capitalisme. De même, le principe d'autodétermination de notre classe au sein de l'organisation syndicale est remplacé par une consécration du dialogue social. La socialisation des moyens de production comme précisée dans la Charte d'Amiens est également mutilée dans le document d'orientation qui évacue les notions d'émancipation intégrale, du salariat, du patronat, de l'expropriation du capitalisme.* » ; « *De même, le choix de la direction confédérale de déléguer nos luttes et revendications aux parlementaires n'est pas un choix neutre. Pire, il correspond en réalité à l'inverse de ce que la CGT - qui n'a jamais été une "courroie de transmission" verticale - a toujours mis en valeur, à savoir le développement des luttes avant tout par l'action militante, la grève et l'Organisation CGT.* ».

Nous sommes au cœur du sujet ; les camarades dénoncent la stratégie du « syndicalisme rassemblé », et, par ailleurs, le refus de la direction de dresser un véritable bilan de l'échec de 2023, l'incompréhension du système capitaliste actuel, qualifiée de perte de repères, et l'abandon des repères de classes qui firent l'ossature idéologique de la CGT.

### **La stratégie des luttes**

Les camarades se focalisent ensuite sur quelques éléments essentiels du document d'orientation. En premier lieu, la réflexion porte sur la stratégie des luttes (partie III). S'agissant du refus de la direction confédérale d'analyser les raisons des défaites des mouvements sociaux nationaux de ces dernières années, en particulier contre la réforme des retraites en 2023 et plus récemment, à l'automne 2025, contre le projet de budget 2026, voici ce que dit le texte d'*UnitéCGT* : « *On peut lire dans le document un véritable transfert de la responsabilité de la défaite sur nos bases CGT organisées : "Les appels interprofessionnels intersyndicaux doivent être déclinés dans les territoires, les services, les professions mais aussi sur les lieux de travail, face au patron. Cela nous a manqué pendant la mobilisation pour les retraites."* ». Les camarades épinglent également l'affirmation totalement gratuite des dirigeants confédéraux payé par la Macronie « son passage en force au prix fort » : « *Quel est ce donc ce prétendu "prix" ? Selon le document il s'agit de l'absence de majorité macroniste au parlement.* ». La contribution enchaîne avec une démonstration sans équivoque qu'il n'y a jamais eu d'absence de majorité pour les tenants du Capital : « *Pourtant, cette assertion ne tient pas quand on regarde le nombre de loi scélérates votées avec le soutien de l'extrême-droite (loi asile et immigration, réformes brutales de l'assurance-chômage) ou les socialistes (PLF / PLFSS). Pire, cela trompe aussi les camarades sur la nature même du capitalisme qui*

*pourrait être autre chose qu'un régime économique et donc politique instable... ».* Les camarades affirmant ensuite : le bilan réel de l'échec des mobilisations sociales de ces dernières années, à savoir l'échec de la stratégie du syndicalisme rassemblé et de l'intersyndicale nationale malgré un très large soutien de la population à la mobilisation, doit être traité. Ils développent les arguments à l'encontre de la stratégie décidée par la direction de la CGT : *« Cette doctrine du syndicalisme rassemblé revient avant tout à vouloir l'union des logos. Cette union se réalise donc, systématiquement, au prix d'un alignement par le bas de nos contenus et de nos stratégies. »* ; ou encore : *« La Confédération, pour maintenir en vie une intersyndicale artificielle, a appelé à des « journées d'action » calquées sur le calendrier parlementaire au lieu d'appeler (et de s'engager dans la construction du processus) à la grève reconductible. Avec, au bout du bout : la défaite. ».*

Ensuite, le texte déroule toute une série d'arguments essentiels, nous les partageons grandement. Argument factuel sur le rôle réel de l'intersyndicale nationale : *« L'enjeu réel et effectif pour l'intersyndicale en 2023 a été en réalité de ne surtout pas perturber - ou pire, paralyser - l'économie. ».* Argument sur la nécessité permanente de la lutte des classes : *« rappeler que chaque conquête sociale arrachée au capitalisme est temporaire, par fragile nature et systématiquement remise en cause possédants. ».* Enfin, un argument sur les raisons de la confiance des travailleurs en la CGT, autrefois : *« La force et le prestige de la CGT proviennent encore et toujours des luttes pionnières menées par les syndicats CGT et les travailleurs mobilisés. Ces luttes sont notre espoir, et l'espoir est dans la lutte du peuple ! ».* Nous pouvons nourrir notre regard sur cette partie de la contribution, au sujet de la stratégie des luttes, par ces deux extraits significatifs : *« Organiser la classe ouvrière et l'ensemble des travailleuses travailleurs pour gagner et les batailles du quotidien et pour imposer la transformation sociale et radicale de la société est indissociable d'un retour à une approche marxiste de la guerre des classes. »* et *« Notre CGT doit redevenir un point de référence pour la nécessité de regroupement et de contre-attaque du mouvement ouvrier syndical, de l'organisation de la lutte des travailleurs sur la base de leurs propres intérêts contre la ligne de compromis et de soumission aux intérêts du patronat et de son gouvernement. ».* Enfin, nous notons et approuvons cette remarque des auteurs de la contribution sur le mensonge de l'invitation à « sortir de l'institutionnalisation », le document ne s'adresse qu'aux élus des CSE et pas à la direction de la CGT : *« En réalité, le document propose de sortir de l'institutionnalisation tout en soumettant l'action syndicale au cadre institutionnel. ».*

### **Le renforcement de la CGT**

La contribution d'UnitéCGT s'attaque ensuite à la question du renforcement de la CGT (partie I). Les camarades présentent le lien entre l'absence de construction des luttes et le fait que le document d'orientation commence par cette partie autour du renforcement de la CGT : *« Chacun peut le déplorer : rien dans le document d'orientation ne pourrait être identifié comme les prémices d'un plan de bataille. [...] De cette analyse trompeuse découle la première partie du document d'orientation, "Renforcer notre organisation"... De cette partie, nous attirons l'attention des syndiqués sur la remise en cause et l'attaque qu'elle constitue contre le fédéralisme. ».*

Les camarades consacrent ensuite un passage à une curieuse décision de la direction confédérale. Elle a décidé de faire appel à un organisme de l'État bourgeois, l'IRES (Institut de Recherches Économiques et Sociales) afin d'analyser la syndicalisation à la CGT. Tout cela a, bien entendu, un but. Nous le verrons plus loin en suivant le fil de la contribution. En attendant, les camarades d'UnitéCGT font savoir sans ambages ce qu'ils pensent de ce choix : *« N'avons-nous pas la force suffisante, en interne, pour analyser notre propre organisation ? Comment le syndiqué CGT ou le syndicat CGT pourrait-il être acteur et décideur dans sa propre organisation quand il est dit clairement dans le rapport d'activité que des décisions relatives à la syndicalisation seront prises pendant le Congrès à partir d'un rapport "diligent" à une association "indépendante" (de qui, sinon de la CGT ?), présidée par la CFDT et subventionnée par l'État et placée de fait sous la surveillance des services du Premier ministre ? ».*

Nous arrivons au but de la direction confédérale, dans cette affaire : *« Zoomons maintenant sur ce que la direction souhaite appliquer comme décisions confédérales. Il ne s'agit pas ici de décisions issues d'un plan de bataille – puisqu'il n'y a pas de plan de bataille - mais d'une traduction de l'orientation visant à prioriser le renforcement de la CGT dans les sièges des grands groupes du CAC 40. ».* Il s'agit d'une énième tentative de convaincre les militants de la CGT comme quoi le plus important, en matière de syndicalisation, est de se tourner vers les ITC (Ingénieurs, Cadres, Techniciens), d'où l'intérêt de confier cela à un organisme composé d'universitaires, celui-ci saura expliquer que la CGT est « trop ouvrière ». La contribution enfonce ensuite le clou : *« En clair : rien n'est fait pour privilégier l'implantation dans les lieux de production. On retrouve bien là le projet de transformation de la CGT comme organe de coordination des luttes au service de ses organisations en think tank de soi-disant spécialistes du "monde du travail" qui expliquent aux organisations ce qu'elles doivent faire et dire dans le but unique avoué de mettre la pression sur les parlementaires ! ».*

Par la suite, les camarades s'attardent sur le but réel que devrait avoir le renforcement de la CGT, celui d'unir la classe ouvrière. Ils rappellent la spécificité du syndicalisme révolutionnaire porté par la CGT, la fameuse double

besogne, alliant la satisfaction des revendications immédiates et le projet de changement de société, car « *le syndicalisme CGT n'est pas le syndicalisme en général* ». A ce sujet, la contribution se poursuit ainsi : « *"Nous travaillons, nous produisons, nous décidons" : ce slogan, déjà porté par des syndicats CGT, explicite parfaitement une idée fondamentale : nous voulons "tout" reprendre en main, et "tout de suite".* ». Et d'enchaîner sur le but que devrait porter le renforcement de la CGT : « *Unir notre classe, du collectif de travail sur tel site, tel service ou telle usine à l'ensemble des travailleurs et travailleuses en France, voilà notre tâche historique, urgente et nécessaire.* ». Plus loin, dans cet esprit la contribution aborde la manière dont la CGT devrait avoir de répondre aux défis de la désindustrialisation : « *Si nous n'associons pas à la bataille pour l'industrie celle pour la propriété sociale des entreprises et celle pour le contrôle des travailleurs pour la production, ainsi que la planification scientifique centralisée pour la réponse aux besoins sociaux, alors non seulement la perspective de plein emploi réel n'est pas atteignable, mais nous faisons de notre organisation l'accompagnatrice de l'option "État stratège" (et pourquoi pas, sa caution sociale), d'une bourgeoisie qui cherche actuellement à préserver ses profits et repenser sa stratégie de production face aux guerres militaires et commerciales.* ». Nous partageons totalement ce point de vue : penser la réindustrialisation sans envisager d'en finir avec le capitalisme est une vaste illusion, car le choix aujourd'hui, ultra majoritaire, des capitalistes en France n'est absolument pas de réindustrialiser mais, au contraire, de poursuivre les délocalisations afin de produire à plus bas coût, mais aussi de trouver des bénéfices en-dehors de la production.

Les camarades concluent cette partie sur une prise de position forte : « *Dans ces conditions, il est crucial que le mouvement syndical ne soit pas pris dans les griffes des gouvernements bourgeois et des groupes d'entreprises. Il est nécessaire aujourd'hui de renforcer la lutte sur les lieux de travail, dans les secteurs économiques et branches professionnelles, de renforcer la contre-attaque du mouvement ouvrier syndical.* ».

### **La situation internationale**

Nous ne traitons pas l'ensemble du texte d'*UnitéCGT*. Nos lecteurs intéressés pourront à loisir lire le texte dans son ensemble. Pour notre part, nous choisissons d'enchaîner avec un avis sur le passage de la contribution consacré à ce que dit le document d'orientation sur les questions internationales. Ce sujet fait l'objet d'une sous-partie de la partie III. Faute d'une analyse tenant la route en matière internationale, qui caractériserait notamment le stade impérialiste, le document d'orientation se focalise sur la stratégie des « luttes » à l'échelle internationale, et comme nous avons pu l'analyser dans l'article consacré à ce passage, nous ne sommes pas déçus. Le début de la partie du texte traitant de ce sujet, est assez convergent avec ce que nous disons : « *Les 4 pages (sur 84) consacrées à l'international démontrent, au mieux, l'incapacité de la Confédération à se situer à la hauteur des enjeux de la période.* ».

Comment est-ce étayé ? D'abord en soulignant notre avis au sujet de la concentration sur la stratégie, et, au passage, en égratignant fortement cette stratégie : « *Ces 4 pages sont une délégation complète faite à la CSI et à la CES des questions internationales, confirmant le désintérêt croissant de la direction confédérale pour ces sujets, pourtant historiquement constitutifs d'une organisation de classe.* ». Le texte dénonce pêle-mêle la position floue sur la guerre (contre la guerre mais pas opposé à la hausse du budget de la défense), le risque d'union sacrée que fait courir l'alignement total sur les positions de la CSI, l'adhésion enthousiaste à l'impérialiste UE et l'espérance naïve en les organismes internationaux (« *malgré leur démonétisation évidente* », dit le texte). On pourra aussi y lire cette remarque : « *Ceux et celles qui attendaient une mobilisation ou, a minima, une sensibilisation, de masse et ancrée dans les lieux de travail, en sont pour leurs frais.* ».

Sur le rapport de la direction de la CGT à l'UE, ces quelques extraits nous donnent la substantifique moelle de la pensée des camarades d'*UnitéCGT* : « *La Confédération fait une nouvelle fois l'impasse sur une analyse rigoureuse de la nature réelle de l'Union européenne.* » et, plus loin : « *Par ailleurs, la matrice anticommuniste de l'UE se vérifie année après année. Construite pour faire échec aux Soviétiques, aux syndicats rouges et aux Partis Communistes, l'UE continue de placer sur le même plan le 3e Reich nazi avec l'Union soviétique, le fascisme avec le communisme. Ce révisionnisme historique inacceptable et indécent se vérifie notamment le 9 mai, jour commémoratif de la grande Victoire antifasciste transformée en « journée de l'Europe. ».*

Sur l'ignorance du concept d'impérialisme, les camarades appuient sur le fait que le mot lui-même est cité pour en dénaturer l'analyse et évacuer la réflexion sur la crise du capitalisme et les contradictions inter-impérialistes. Ce qui donne lieu à cette réflexion : « *En découle notamment l'incapacité à nommer et dénoncer l'impérialisme français partout où ce dernier opère. Ou à comprendre la guerre comme la continuation de la politique par d'autres moyens ET comme la porte de sortie du capitalisme.* ».

Ensuite, la contribution critique vertement la position de la CGT au sujet de la question coloniale palestinienne en rappelant les fondamentaux : « *A ce titre, soulignons l'idée suivante : notre CGT doit réaffirmer son opposition résolue, totale et inconditionnelle face au fascisme et au suprémacisme, et donc aussi face au sionisme. Cette nécessité, déjà urgente avant 2023, s'impose désormais à nous tous et toutes.* ».

Enfin, le texte évoque la FSM et compare les positions de classe défendues par celle-ci, avec celles de collaboration de classes de la CSI. Les camarades évoquent la situation italienne sur la question palestinienne : « *Des centaines de milliers de grévistes et de manifestants ont lancé un véritable « ultimatum » (par les actes et non les paroles ou menaces vides de perspectives à l'image de l'intersyndicale française) au gouvernement italien. Ce mouvement ne tombe pas du ciel. C'est bien le syndicalisme de classe en action, manifesté ici par l'Union Syndicale de Base (USB), puissant syndicat affilié à la Fédération Syndicale Mondiale, qui (débarrassée de l'institutionnalisme et du sionisme) constitue la principale cheville ouvrière (et radicale) en Italie de la lutte contre le génocide.* » ; puis donnent leur point de vue sur le rôle extrêmement nocif joué par le couple CES/CSI : « *Ainsi, pour la CEC et le BC, point de salut en dehors de la Confédération Syndicale Internationale et de la Confédération Européenne des Syndicats. Et ce alors que ces instances internationales sont connues et reconnues comme des organisations qui jouent un rôle fondamental dans la promotion du dialogue social international, dans la justification des agressions impérialistes, dans l'entrave de l'expression de la solidarité, notamment avec Gaza et la Palestine.* ». La conclusion fixe les enjeux et les tâches qui doivent être celles du syndicalisme de lutte des classes : « *Nous avons ainsi besoin que notre CGT refuse de participer – d'une manière ou d'une autre – à cette union sacrée qui ne dit pas (encore) son nom. Nous avons besoin d'une confédération CGT partie prenante et impulsant une coalition contre la guerre et le militarisme.* ».

L'absence du parti révolutionnaire a permis la dérive de la CGT

La contribution d'*UnitéCGT* est un apport plus qu'important pour les camarades de la CGT posant des questions sur la ligne confédérale, pour ceux ayant des doutes et aussi, bien sûr, pour ceux qui la combattent. Même si le terme lui-même n'est pas utilisé, elle dresse un tableau très juste de la conversion de la CGT à la collaboration de classe. C'est un point d'appui indispensable concernant tout militant de la CGT attaché à la lutte des classes, et une référence en matière d'analyse syndicale du document d'orientation présenté au 54<sup>ème</sup> congrès. Elle contient par ailleurs une annexe au sujet des Unions locales, qui dénonce fortement les menaces pesant sur le fédéralisme, mode de fonctionnement de la CGT depuis sa création, fortement menacé par la volonté de verticalisation portée par la direction confédérale. Nous traiterons cette question, en nous appuyant sur cette annexe, prochainement.

Le Parti Révolutionnaire Communistes souscrit pleinement à la matrice du texte. Notre point de vue est toutefois différent, car nous sommes un parti marxiste-léniniste et analysons les choses d'un point de vue qui n'est pas intérieur à la CGT, ni syndical. La lecture de cette riche analyse, nous pensons devrait emmener les lecteurs à se pencher sur deux questions.

La première, nous l'avons évoquée dans notre premier chapitre, c'est l'état réel idéologique de la CGT, la machine qui tourne à vide pour elle-même. Il est essentiel de la voir, outre ceci, il nous semble nécessaire de chercher les raisons de cette dérive. Elles sont profondément idéologiques, liées à la chute de l'URSS, à l'abandon organisé par le haut des repères de classes, au poids politique de la colonisation dans notre pays impérialiste, le poids de notre histoire.

Mais il est une autre raison à cette dérive idéologique de la CGT ; c'est la disparition du parti révolutionnaire. Et c'est la seconde question sur laquelle il nous apparaît important de se pencher. Il nous apparaît essentiel de revenir sur l'évolution globale, politique, sociale et idéologique en France depuis la fin des années 80. La fin du parti révolutionnaire a causé la fin de la CGT de lutte des classes. La Charte d'Amiens se retrouve au cœur de la problématique posée aux militants de lutte des classes de la CGT confrontés à ce document d'orientation inamendable. Elle se retrouve au cœur, parce qu'elle pose la question du parti révolutionnaire, même si c'est pour y donner une réponse exactement contraire à celle donnée par le Parti Révolutionnaire Communistes. La faiblesse politique du texte, son adéquation totale au système capitaliste sont un révélateur de l'évolution de la CGT, malgré la présence toujours active de syndicalistes de lutte des classes en son sein. **C'est une preuve, s'il en fallait, que le syndicalisme révolutionnaire ne se suffit pas à lui-même. Ce qui manque aux prolétaires, depuis des décennies, c'est un parti révolutionnaire puissant, qui pèse sur la vie sociale et le rapport de force idéologique. L'absence d'un tel parti a pesé sur la CGT, elle a permis sa dérive, celle-ci en est arrivée à un point de non-retour avec ce document.**

Le Parti Révolutionnaire Communistes exprime son avis, mais ne prend pas part aux décisions souveraines des syndicats de la CGT. Mais nous alertons les militants de la CGT ne se résignant pas à la voir rejoindre le camp de la collaboration de classe comme le document d'orientation l'indique clairement. L'orientation délétère proposée par ce document d'orientation inquiète vraiment le Parti Révolutionnaire Communistes, attaché à l'existence d'un syndicalisme de lutte des classes et à sa dimension internationale. Cette bataille il faut la mener et ne pas laisser les mains libres à la direction confédérale. Il serait temps de réagir plus nombreux, en tout cas pour celles et ceux ne validant pas la conversion définitive de la CGT à la collaboration de classe, son enterrement de première classe des notions d'impérialisme et de colonialisme ! Les syndicats de base, les syndiqués doivent se réapproprier l'organisation syndicale dont ils ont besoin afin qu'elle revienne sur les rails des principes fondamentaux sur lesquels elle s'est construite : un syndicalisme de lutte de classe anticapitaliste.

**Nous avons tous besoin, nous les travailleurs, d'un syndicalisme de lutte des classes, sans compromis, sans intégration au système, sans aucune confiance en l'État bourgeois. Mais, dans ce but, il existe un besoin absolu de la reconstruction du parti ouvrier révolutionnaire. C'est ce à quoi œuvre le Parti Révolutionnaire Communistes depuis sa création en 2002. Ce combat est indissociable de celui pour retrouver un syndicalisme de lutte des classes.**

[© Copyright](#)